

-Nous avons glané 2624 Année 2006 - N° 24 -- Cela peut vous intéresser.

Revue de presse réalisée bénévolement pour plusieurs entreprises depuis 2001.

Paul D Ferrant - N'hésitez pas à nous faire vos critiques et vos suggestions de présentation. A l'avance merci.

En application de l'art.22 de la loi N°2004-575 du 21 juin 2004, si vous ne souhaitez plus recevoir cette revue de presse, 2 fois par mois, le signifier par mail

Dans la SOCIETE

**** Une entreprise doit être en mutation permanente** : nouveaux procédés, nouvelles organisations, nouveaux produits, brusques revirements de conjoncture, licenciements économiques, délocalisations. **Les restructurations sont toujours aussi difficiles à accepter même si elles sont inévitables.** Les mesures de reconversion et de reclassement traditionnelles ne répondent pas aux attentes. Plusieurs pays nordiques ont trouvé des mesures qui permettent au salarié de ne plus avoir à faire le deuil de son poste mais de se préparer de façon continue à changer de poste dans la même entreprise ou dans une autre entreprise sans passer par la « case licenciement » . **Il est nécessaire de gérer le changement dont les entreprises ont besoin sans produire l'exclusion des salariés et l'appauvrissement des territoires.** ; il s'agit de « passer d'une culture de l'accident à une culture de l'anticipation et de la concertation. » Un objectif ambitieux qui permet de **construire des parcours de transitions professionnelles et de trouver le bon compromis entre les besoins de flexibilité et ceux de sécurité.** Cela suppose l'adhésion de tous les acteurs (entreprises, syndicats, autorités locales, services publics et prestataires privés) pour inventer de nouvelles formules de mobilité mutualisée. D'après le livre « Flexisécurité : l'invention des transitions professionnelles » de D. Kaisergruber.

**** La société actuelle impose un rythme soutenu d'innovation.** Le délai de mise sur le marché d'un produit à partir du début de sa conception est de plus en plus court.. La généralisation de **l'utilisation de systèmes complexes rend nécessaire la mise au point de méthodes permettant de garantir la faisabilité et la sûreté** de fonctionnement de ces systèmes. Cette évolution est d'autant plus forte que les pays européens, à la suite des Etats-Unis, se judiciarisent, faisant courir des risques financiers et pénaux aux industriels en cas de défaillance grave de ces systèmes. **Le développement de la sous-traitance, de la co-traitance ou encore du concept « d'entreprise étendue » recèle des enjeux forts en termes d'organisation du travail.** Cette évolution des relations client – fournisseur dans l'industrie impose des changements de méthodes de travail, de moyens et protocoles d'échanges d'informations, de critères de performances, de validation des travaux. Les Technologies Clés pour la France en 2010.

**** « On ne change pas le dialogue social par décret. Aucune loi ni aucun vote pour mesurer la représentativité ne peuvent créer la légitimité sociologique dont manquent aujourd'hui les syndicats et c'est là le vrai problème en France.** Il y a environ 1,6 millions d'adhérents à un syndicat sur 22,5 millions de salariés, **aucun autre pays n'a aussi peu de syndiqués et autant de syndicats.** Le vrai problème, c'est le mode de financement. Depuis les années 1960, on a accordé toute une batterie d'aides et de subventions qui font qu'aujourd'hui, les syndicats n'ont plus vraiment besoin d'adhérents ? Les cotisations représentent entre 30% et 60% des ressources des syndicats, selon le rapport Hadas-Lebel, contre près de 80% dans certains pays scandinaves. **Du coup, les syndicats ont moins le souci des salariés, ils se sont éloignés de leurs préoccupations.** » D. Labbé Institut politique de Grenoble – La Croix 05/12/06

****La notion de valeur** au sens social apparaît dans la deuxième moitié du 19^{ème} siècle. Sa définition : **« ce qui est vrai, beau, bien selon un jugement personnel plus ou moins en accord avec la société de l'époque »** La partie française de l'enquête internationale « european value » fait ressortir que les Français sont plus tolérants en matière de mœurs, plus individualistes, mais demandeurs d'ordre et de régulation dans le domaine social. Elle montre que **les Français accordent de l'importance d'abord à la famille (98%) et au travail (69%)** . La politique et la religion arrivent en dernier avec respectivement 8% et 11%. Les valeurs familiales ont évolué, la tolérance (85% contre 59% en 1981), le sens des responsabilités et la générosité étant mis en avant. Les Français sont toutefois plus nombreux qu'il y a 20 ans à juger importantes les bonnes manières (68% contre 21% en 1981) et l'obéissance (36% contre 18% en 1981). S'ils se montrent plus tolérants qu'en 1981, sur le plan des mœurs, notamment à l'égard de l'homosexualité, de l'euthanasie ou de l'avortement, **ils sont plus nombreux à souhaiter qu'on respecte davantage l'autorité (67% contre 56%)** Les valeurs des Français entre 1981 et 2000. Pierre Bréchon . Armand Colin – La Croix 12/12/06

**** « La France des valeurs a été bouleversée en 1968.** Les événements ont été un moment fort pour l'affirmation de l'individualité comme principe de valeur. Cette volonté d'autonomie s'est accompagnée d'une dimension anti morale, anti juridique, **la morale et le droit étant considérés comme des appareils répressifs.** De là, toutes les structures hiérarchiques, des partis politiques à l'Etat, de la famille à l'école ont été contestées. L'autorité ne devait plus s'y exercer de manière absolue mais être débattue, expliquée. **Les citoyens commencent à prendre leur distance avec les partis politiques et les syndicats. A l'école, l'élève devient partie prenante dans la pédagogie.**

La dimension de la parole devient prédominante, d'où cette interrogation de nombreux pédagogues sur la possibilité d'une transmission du savoir. **Dans la famille, les relations parents enfants sont également bouleversées. L'autorité se négocie.** Beaucoup de scénarios de liberté bien comprise se sont transformés en **scénarios de laisser faire**. Il ne s'agit pourtant pas de recomposer autorité qui s'est décomposée ; mais, au contraire, trouver une nouvelle manière de faire fonctionner les pouvoirs avec un contrat qu'il faut réinventer. Les jeunes veulent reconstruire une société organisée et rassurante » M. Waitrop La Croix 12/12/06

****La compétitivité des entreprises françaises et d'Europe de l'Ouest passe par une maîtrise complète des coûts de production (productivité) et de conception.** De nouvelles pratiques sont donc entrain de s'imposer dans le processus de création des nouveaux produits. **L'outil de production doit être le plus flexible possible.** Dans la pratique cela revient à **disposer d'un outil permettant de faire varier rapidement** en générant un minimum de pertes, les caractéristiques du produit fabriqué ; un autre aspect de cette flexibilité est la possibilité pour un équipement de laboratoire de **fabriquer en petites séries** ou pour un équipement de production de permettre les paramétrages nécessaires à la R&D. Pour rentabiliser l'usage des équipements, **le temps machine qui n'est pas utilisé à la R&D peut être utilisé à fabriquer des tranches de composants.** ; la mutualisation de moyens est une tendance lourde de l'industrie française. Les industriels se regroupent de manière plus ou moins formelle pour **exploiter en commun un outil de R&D, d'analyse, de production** ou directement des travaux de recherche d'intérêt général ; enfin il devient impératif de savoir produire très rapidement et avec une qualité immédiate des petites séries de composants ou systèmes. Les Technologies Clés pour la France en 2010.

**** Les défis qui dictent les évolutions du secteur industriel**, aussi bien en termes d'équipement que de méthodes de gestion et de production, **découlent de l'évolution globale de la société.** On peut dégager les **grands enjeux** suivants : sur le plan économique, le principal enjeu de l'industrie française et européenne est de **faire face à la montée en puissance de la concurrence des pays à faible coût de main d'œuvre** pour la production de masse des biens de consommation. Des domaines tels que l'industrie textile, après avoir subi la concurrence des pays du Maghreb, affrontent la croissance de la puissance industrielle de la Chine. Des **réorientations vers des créneaux à plus forte valeur ajoutée s'avèrent nécessaires.** Créneaux sur lesquels les capacités d'innovation de l'industrie et du monde académique français et européens constituent des atouts primordiaux. **Faute d'adaptation de l'industrie aux mutations du marché, l'impact sur l'emploi salarié en France peut être fortement négatif.** Notamment l'industrie française doit **tirer parti du caractère transversal** de certaines technologies de production pour réaliser des économies d'échelle dans leur mise au point et leur mise en œuvre. Les Technologies Clés pour la France en 2010.

**** « Les principaux moteurs de l'amélioration de compétitivité sont des investissements de recherche, plus de flexibilité et surtout la capacité à exporter nos prestations** vers de nouveaux territoires à l'est du globe. Cela passe essentiellement par la maîtrise de la qualité de nos produits et service. Car compte tenu du réservoir inépuisable de main d'œuvre et de la différence de niveaux de vie des nouveaux géants que sont la Chine et l'Inde, **la recherche d'une compétitivité par les coûts avec sa spirale infernale serait suicidaire.** Toute démarche qualité s'articule autour de deux axes principaux : **l'optimisation et la maîtrise des grands processus métiers de l'entreprise et l'écoute structurée de ses clients afin d'optimiser leur satisfaction.** Ces démarches sont encore trop peu diffusées dans les entreprises françaises. Dans un contexte de spécialisation accrue et d'outsourcing des services supports, l'allongement et la désagrégation des chaînes de valeur rendent d'autant plus **cruciale la maîtrise industrielle des processus clés.** Les coûts de non qualité qui sont souvent cachés et que l'entreprise sait mal mesurer, peuvent **apporter jusqu'à 20% de réserve de compétitivité.** La réponse ne réside pas seulement dans le discours sur l'innovation. Encore faut il que **l'innovation soit gérée comme un processus**, c'est-à-dire avec les méthodes, les outils et les systèmes de management intégré des démarches qualité. **Plus qu'un enjeu de compétitivité motivant et fédérateur, la qualité est la condition de survie de l'industrie et des services en France, et c'est un véritable enjeu de société.** » P. Laget Directeur de la Qualité du Groupe Société Générale La Tribune 05/12/06

****Le pouvoir d'achat demeure au cœur des préoccupations des patrons de TPE :** ils sont 78% à estimer que ce dernier a baissé au cours des cinq dernières années et 14% qu'il a stagné. En cause, le passage à l'euro (66%) ; **le poids des prélèvements obligatoires (51%)** ou encore la faible augmentation des salaires (28%). Pour remédier à la situation, ils privilégient « avant tout une réduction des charges salariales en réprimant sévèrement la fraude » avant « une baisse des impôts en réduisant le nombre de fonctionnaires » ou « une augmentation des salaires de 10% ». **Les chefs d'entreprise ont de nouveau revu à la baisse leurs prévisions d'investissement dans l'industrie pour 2006 et se montrent très prudents pour 2007. Ils ne prévoient qu'une augmentation de 2% de croissance pour 2007.** Le Figaro éco 17/11/06

**** « Il faudra bien toujours quelqu'un pour ouvrir les enveloppes, enlever les agrafes et tourner les pages des documents à scanner. Il y a donc encore de la place pour des métiers à faible niveau de qualification.** Nous vivons dans une société où les changements sont de plus en plus rapides et violents. **Il faut savoir s'adapter pour ne pas disparaître.** Mais j'ai confiance dans la capacité des hommes à changer, **pour peu qu'on les accompagne, qu'on les écoute, qu'il y ait une confiance réciproque.** » Hervé Knecht Président du Directoire de Flandres ateliers Face Janvier 2007.

** Des experts se sont demandés s'il ne fallait pas donner aux salariés leur salaire brut plus les charges patronales **en leur laissant le soin de cotiser** ou aux organismes anciens ou à des organismes mis en concurrence. Sans nul doute les Français seraient plus à même de réduire **les gaspillages et les inefficacités de gestion qui atteignent au moins 15% des 395 milliards s d'euros de cotisations à la sécurité sociale soit un gaspillage supérieur au montant de l'impôt sur le revenu**. Que dire des prélèvements pour payer le chômage ? **Entre 1995 et 2005 les dépenses chômage sont passées de 47 à 75 milliards d'euros** pour un même nombre de demandeurs d'emplois.. On estime qu'il vaut mieux imposer aux Français des systèmes obligatoires de couvertures des risques tant **ils seraient incapables de les maîtriser eux-mêmes**. Une opinion condamnée actuellement par les libéraux qui font de la responsabilité individuelle le moteur du progrès et par leurs adversaires qui pensent que le peuple sait où se trouve ses intérêts et ses aspirations. Le Point 07/12/06

****L'innovation est désormais le maître mot dans les entreprises. La compétence économique ne porte plus tant sur l'amélioration de l'existant que sur la création rapide de produits nouveaux**. Pour organiser la conception innovante, qui doit partir d'idées pour explorer des connaissances inconnues une fonction s'impose entre recherche et développement. Son rôle est **d'agrèger les compétences et les points de vue qui vont nourrir le processus d'innovation**. Pour l'incarner une nouvelle figure de manager s'avère indispensable, chef d'orchestre rassemblant les experts de la R&D, du marketing, des commerciaux mais aussi des opérationnels de l'usine ou des utilisateurs. **Un environnement favorable à l'innovation doit irriguer l'ensemble de l'entreprise**. Il faut libérer la parole et les comportements. Le responsable doit davantage s'attacher à gérer le processus social pour **créer de l'interdépendance dans le travail**. Il lui faut cependant une certaine tolérance devant le chaos des idées d'autant plus que les entreprises figent de plus en plus les processus. Le Monde 19/12/06

** « Jusqu'au début des années 2000 la tendance était en Europe à la réduction du temps de travail ; Mais en quelques années **le panorama européen du temps de travail a radicalement changé**. La réduction collective du temps de travail n'a plus la cote. **Sous l'angle de la compétitivité internationale, celle-ci serait coûteuse et handicapante, voire génératrice de sous emploi**. Elle serait aussi source de distorsions entre grandes et petites entreprises, les dernières n'en tirant pas profit en termes de productivité ou de flexibilité, elle musellerait le pouvoir d'achat de nombreux salariés, notamment ouvriers et employés. **Les réformes des marchés du travail, entreprises au nom de la compétitivité et de l'emploi, mettent toutes l'accent sur la mise au travail généralisée et plus longue de la population active**. Partout l'âge de la retraite a reculé. Intensité du travail renforcée par les logiques de projet, d'externalisation et de résultats, sentiment de surcharge croissant, rupture du lien entre temps d'activité et salaire, **les stratégies actuelles du temps de travail sont questionnées à la fois sur leur durabilité et leur double efficacité économique et sociale** » Claude Emmanuel Triomphe. Le Monde 19/12/06

Les résultats de l'étude réalisée par l'Insee confirment que **les dirigeants de PME ne sont pas d'affreux capitalistes qui se paient sur le dos de leurs salariés. Au regard des salaires qu'ils perçoivent on se rend bien compte que **diriger une entreprise lorsqu'elle est de petite taille, n'est pas une simple histoire d'argent**. Créer son entreprise est surtout la **meilleure façon de concrétiser un projet personnel**.. ce qu'il faut également savoir, c'est que les dirigeants de TPE ne se versent même pas de salaire, tout au moins au début de leur activité .Dans les TPE, il est très fréquent que les salariés soient mieux rémunérés que leur employeur Lorsque l'activité est soutenue, ils peuvent augmenter les salaires de leurs employés, voire embaucher. **Lorsque la conjoncture se retourne, les patrons abaissent en priorité leur rémunération**. Compte tenu des multiples risques que les entrepreneurs prennent en créant et en développant leur entreprise, **les niveaux de salaires révélés semblent largement insuffisants**. La Tribune 13/12/06

** **Sur les 17 millions de personnes âgées de 30 à 54 ans en 2003 et qui avaient un emploi en 1998, un peu plus de 15 millions en ont un cinq ans plus tard**. Parmi ces derniers, une personne sur cinq (20%) a changé de groupe socioprofessionnel depuis 1998 alors qu'entre 1980 et 1985 c'était le cas d'un actif sur huit. L'Insee avance deux explications à ces résultats : une mobilité professionnelle en hausse mais aussi des **frontières plus floues entre les groupes sociaux**. La mobilité s'accroît dans tous les groupes sociaux, les moins mobiles restant les cadres et les agriculteurs. **La fréquence des mobilités ascendantes est plus élevée au début des années 2000 que 20 ans plus tôt** et s'explique en partie seulement par l'élévation générale des qualifications. Parmi les ouvriers non qualifiés, 29% ont connu une promotion entre 1998 et 2003 . Ils n'étaient que 19% dans ce cas entre 1980 et 1985.Le Monde 20/12/06

** « L'hebdomadaire Le Monde 2, fait apparaître que **la raison fondamentale de l'opposition aux organismes génétiquement modifiés est de nature économique et non de santé publique**. Malheureusement pour enlever cette idée de l'esprit des 86% des Français qui les refusent à cause de supposés dangers pour la santé, il faudrait une diffusion nettement plus large de cette enquête. **Les effets à long terme sont mal connus et il est nécessaire de militer pour une organisation de vigilance à posteriori analogue à celle qui existe de longue date pour les médicaments**. » Claude Laurent Directeur de recherches à l'INRA. Le Monde2- 16/12/06

Dans la Région

** « **Nous nous sommes inspirés du septième plan « cadre de recherche et développement textile/habillement » de Bruxelles dont la démarche est proche des pôles.** Trois thèmes étaient proposés par ce plan ; **les nouveaux matériaux textiles, les nouveaux usages et la customisation de masse.** Nous avons regroupé les deux premiers en un seul thème « les textiles innovants à haute performance » et pris tel quel le thème de la customisation. Sur l'innovation 14 projets ont été labellisés par le pôle en un an dont trois présentés au Fonds de compétitivité des entreprises et immédiatement acceptés . Quant à la customisation une société est en cours de création. **Le grand bienfait du pôle Uptex est d'avoir contrarié l'image extérieure d'une industrie textile morte. Si cette modification d'image est largement amorcée celle des comportements est en train de se faire.** Mais compte tenu de la situation économique mondiale **il va falloir continuer de travailler.** Le CETI va devenir un must. Il va démontrer que le textile a une vocation naturelle à enrichir et s'enrichir des autres technologies et qu'il est fédérateur de projets transversaux. **Le CETI sera donc à la croisée des technologies et de la R&D.** Il doit favoriser l'émergence de nouveaux usages et de nouveaux produits mais l'impact ne peut être que progressif. » André Beirnaert Président d'Uptex . La Gazette Nord Pas de Calais 14/12/06

** « **Créée en 1994, Triselec Halluin emploie 290 salariés** et a réalisé un chiffre d'affaires de 10,8 millions d'euros en 2005. Il a le taux de valorisation (92%) le plus élevé des 230 centres de tri français. Triselec porte un projet économique et industriel sur lequel on est venu greffer un projet social. Tout le monde est gagnant : que ce soit la collectivité puisqu'elle maîtrise ses coûts, ou le consommateur qui ne voit aucune incidence sur sa pression fiscale. Progressivement Triselec Halluin a fait école dans son environnement. La réussite du projet est devenue réalité : les chiffres en attestent. **Le centre Triselec Halluin coûte moins cher à la collectivité territoriale qu'elle ne lui rapporte. Sur le plan social, Triselec lutte à la fois contre l'exclusion, contre la fracture numérique** (tous ceux qui entrent dans l'entreprise sont formés au multimedia) et contre l'illettrisme (12% des salariés) avec des formations adaptées. **L'entreprise a mis en place un dispositif de formation basé sur un centre de ressources multimedia qui permet de monter en qualification la moitié des effectifs.** La moitié de notre effectif a été recruté sans aucune sélection. ET si Triselec n'a pas le statut d'entreprise d'insertion, il n'en demeure pas moins que son **objectif est bien de redonner des repères aux gens qui y travaillent** pour les reclasser ensuite dans d'autres entreprises. Cette richesse , née de la diversité, le fait d'accueillir tout le monde sans distinction aucune **donne à tous une vraie motivation.** Surtout parce que la **confiance placée dans les salariés** les amène à s'impliquer davantage dans l'entreprise : c'est ce qui explique en grande partie la réussite économique. » Patrick Vandamme Directeur de Triselec – Face décembre 2006.

En France

Malmenés par la plus sévère baisse de production des constructeurs français en dix ans, **les équipementiers réduisent leur activité dans l'Hexagone (moins 7,6% au premier semestre) Ils doivent aussi suivre Renault ou PSA qui montent en puissance en Roumanie ainsi qu'en Tchéquie ou en Slovaquie. **Un mouvement qui leur offre des perspectives nouvelles ainsi qu'à leurs clients lesquels peuvent effectuer désormais des comparaisons précises de coûts.** En Roumanie un ouvrier gagne à peine 100 euros par mois. **Les sous traitants gardent dans l'Hexagone la fabrication de produits à haute technologie ou difficilement transportables** et les assemblages de modules livrés en juste à temps, mais transfèrent les composants à peu de valeur ajoutée. L'Euro fort rend d'ailleurs les fabrications françaises d'autant moins compétitives. Ces facteurs expliquent l'avalanche de plans sociaux depuis la rentrée aggravés par la crise qui frappe les sous traitants américains . **Cette hécatombe est d'autant plus dramatique qu'elle intervient dans des localités où ces usines étaient cruciales pour l'emploi local.** La Tribune 24/11/06

** **Le savoir faire est fondamental** pour l'industrie textile habillement **mais ne suffit plus à maintenir** en France des capacités de production. Les concurrents britanniques achètent en confectionnent l'essentiel de leur production en dehors de l'Europe. Pour maintenir son niveau de compétitivité, des entreprises comme Arena n'ont d'autre choix que de suivre le mouvement. **En France les industries de main d'œuvre ont perdu 40% des effectifs en dix ans soit 200 000 emplois.** La filière textile habillement française (115 000 salariés en France) **emploie autant de salariés dans l'Hexagone qu'à l'étranger.** « Il faut impérativement alléger les coûts de main d'œuvre. Seule solution : **instaurer de la TVA sociale pour l'industrie de main d'oeuvre.** Cela revient à déplacer les charges sociales qui pèsent sur nos produits vers les produits de consommation notamment et les produits importés » suggère Freddy Marcy coprésident de l'Union des fédérations des industries de l'habillement. Le Figaro éco 19/11/06

** « **Si, en France, l'on considère le salaire à prix constants, celui-ci a augmenté de 15% entre 1999 et 2006, c'est-à-dire plus que la productivité.** On ne peut pas parler de baisse de pouvoir d'achat. Rien à voir avec la situation allemande : depuis 2004, les rémunérations chutent vraiment ; et entre 1999 et 2006, le salaire par tête y a baissé de 3%. En Espagne, il y a stagnation comme en Italie. **En Europe, seuls les Britanniques ont été mieux traités que les Français.** Certains expliquent le mécontentement des Français par des facteurs tels la progression du temps partiel.

Mais là aussi, les Français ne sont pas si mal lotis en comparaison de leurs voisins. **Le temps partiel est plus développé en Allemagne et en Grande Bretagne** et s'est fortement accru en Espagne. En France, il reste stable. En revanche **les Français peuvent légitimement se plaindre de la persistance d'un chômage de longue durée.** » P. Artus Directeur Natixis. Challenges 14/12/06

****Un an et demi après le lancement des 66 clusters à la française,** le cabinet KPMG annonce la disparition probable de plusieurs pôles de compétitivité. Dix ont des projets pas aboutis et plus d'une quinzaine présenteraient de vrais problèmes. **Les partenariats industrie – recherche et les projets d'innovation qui sont mis au rang des priorités sont encore jugés faibles par 30% des responsables interrogés.** La création d'emplois et la formation sont aussi absentes des grands objectifs, ce qui confirme aussi la jeunesse des pôles et donc la **nécessité d'accélérer la mise en place des bonnes pratiques.** Leur positionnement sur les marchés internationaux n'est pas encore inscrit dans leur routine de fonctionnement constate KPMG alors que c'est leur raison d'être. Le Figaro économie – 08/12/06

****Serions nous plus heureux sans l'euro ?** Force est de constater que les Français n'ont pas été bridés ces derniers temps pour réaliser leurs projets. **Les encours de crédits bancaires aux ménages ont fait un bond de 11,9% en un an,** la progression étant encore plus forte pour les opérations immobilières. Compte tenu d'un taux d'inflation de 1,6% le prix réel de l'argent reste légèrement en deçà de 2%. C'est moins que la croissance réelle de l'économie européenne. **Depuis que l'Union monétaire existe les taux d'intérêt réels ont été, année après année, toujours inférieurs à la croissance.** Rappelons l'une des règles d'or de l'économie qui veut que le prix réel de l'argent soit égal au taux d'expansion de l'activité en rythme de croisière. **Les emprunteurs ne pourraient certainement pas s'endetter à meilleur coût si l'euro n'existait pas. Les emprunteurs français profitent de la crédibilité de l'euro, infiniment supérieure à celle du franc.** Mais une monnaie forte a son revers. La montée de l'euro vis-à-vis du dollar est sur la sellette. **On en oublie que l'euro a été conçu comme un bouclier immunisant les monnaies des nations européennes** des soubresauts du billet vert et que cette mission a été remplie. La faiblesse du dollar n'est pas sans avantage sur le prix d'achat de pétrole et de matières premières. **De même le bouclier de l'euro nous a permis d'accumuler les déficits commerciaux sans pleurs..** Le Figaro éco 08/12/06

**** « En France, les nouvelles technologies n'ont pas été pensées de façon structurelle pour améliorer la productivité.** Cela ne se constate pas dans les chiffres contrairement à ce qui s'est passé aux Etats-Unis. L'Europe s'est surtout efforcée de réduire le chômage et ses politiques ne vont pas dans le sens d'un accroissement de la productivité. Cela va peut être changer mais il y a encore des freins du côté des salariés, des résistances hiérarchiques et des hésitations de la part des entrepreneurs qui hésitent à investir tant en matériel qu'en formation. **Les PME qui sont soumises à des contraintes financières plus importantes que les grands comptes ne jouent le jeu que si elles ont des perspectives de marché.** Or le marché n'ayant pas beaucoup augmenté, sauf exception, les entreprises n'ont pas été incitées à investir. **Pour le moment, vu la frilosité de beaucoup de P%E, la hausse de la productivité n'est qu'une probabilité.** » J.P. Fitoussi Président de l'OFCE – La Tribune 05/12/06

****Chaque année, depuis des lustres, tout gouvernement met en place un, et souvent plusieurs, plans d'aides aux PME. Avec 95% des implantations, 2,5 millions de structures, 51% du chiffre d'affaires national et surtout 15 000 nouvelles sociétés créées chaque mois (dont 5000 par d'anciens chômeurs), les PME et TPE sont une force de frappe économique hexagonale** qu'il est bon d'encourager, fut ce à coups de milliards. En novembre le gouvernement a lancé trois programmes de soutien aux PME 1° Le passeport numérique pour aider les PME de moins de 20 salariés ; 2° **Le bouclier social pour les PME** de moins de 76 300 euros de CA qui paieront une part de ce CA au lieu et place de la CSG et la CRDS. 3° Le dispositif France investissement qui avec 2 milliard va , via des fonds privés et publics **soutenir le développement des PME.** Dans la création d'entreprises (1 million de PME créées en 4 ans) le plus difficile est de **trouver le bon soutien et le bon accompagnement.** La Tribune 05/12/06

****L'ADSL n'a plus la cote : c'est la fibre optique, soutenue par le gouvernement et les fournisseurs d'accès, qui joue la vedette sur le terrain.** L'objectif du gouvernement est clair : quatre millions de Français abonnés à la fibre optique e, 2012. Bercy compte favoriser l'utilisation des infrastructures existantes, enterrées (réseau de gaz et d'électricité) , étudier les solutions aériennes (pylônes électriques) encourager le pré-cablage des logements neufs ainsi que la location et le partage des fibres en place. Ordinateur individuel Janvier 2007

****Les armées françaises se recentrent sur leur cœur de métier** depuis une dizaine d'années. Après l'entretien des **pelouses des aéroports, la restauration** (confiée à Sodexo et Eurest), la sécurité à l'entrée des bases militaires, la **maintenance de la base aérienne** de Cognac, la **gestion et l'entretien des casernes** de gendarmerie, la décision a été prise de **confier en location gérance** les 20 000 véhicules du **parc automobile des armées.** Le futur parc automobiles sera composé à 93% de Peugeot et de 7% de Citroën. Les armées anticipent par cette dernière action une économie de 25% d'un budget de 90 M€ par an. La prochaine étape sera la gestion des 600 automobiles de fonction. Le Figaro 10/12/06

**** La France s'est assuré que le gaz russe alimentera le pays jusqu'en 2030.** Le gaz est devenu une arme stratégique. Les contrats ne sont plus à sens unique. Gazprom ne se contente pas de le vendre au meilleur prix. Il exige **des accords « donnant-donnant »**. Il a déjà prolongé jusqu'en 2035 les contrats d'approvisionnement avec l'Italie et vient de rééditer l'opération avec la France. **Une filiale pourra vendre 1,5 milliard de m3 aux entreprises françaises (3% du marché)** Ce gaz lui sera fourni par GDF à un prix inférieur à celui du marché au jour le jour **ce qui permettra à Gazprom d'être compétitif auprès des industriels français.** La sécurité des approvisionnements est primordiale pour GDF qui n'extrait que 10% du gaz vendu. **La Russie est son deuxième fournisseur (23%)**, derrière la Norvège (30%) mais devant l'Algérie (18%) et les Pays Bas (17%). Avec 27% des réserves mondiales la production russe va fortement augmenter même si le consommateur russe en abordera une part croissante. Le Monde 21/12/06

En Europe

****L'Europe est en panne.** Cette « fin du rêve européen », cet arrêt mis à cinquante ans de construction pierre après pierre aurait une explication. Faute de pouvoir faire l'Europe de la défense, l'Europe politique ou l'Europe culturelle, **les fondateurs se sont repliés sur l'Europe de l'économie** : union douanière et ouverture de la concurrence. Cette idée a fonctionné un demi siècle, mais elle serait aujourd'hui dépassée parce que les marchés ont un horizon mondial et non plus simplement européen. Comme l'a fait observer le chancelier britannique de l'Echiquier, la **mondialisation a rendu obsolète la mécanique européenne.** Ce puissant argument a provoqué l'Institut de recherche bruxellois Bruegel qui dans un colloque s'est demandé si les entreprises dont le marché est mondial ont encore intérêt à la construction de l'Europe. Il semble que ce ne soit pas le cas ; **les entreprises européennes ne se sentent pas mondiales même si elles sont implantées sur tous les continents.** Cela signifie que **l'Europe économique a encore du sens elle est cruciale pour les entreprises.** Il leur faut des politiques d'ensemble, cohérentes et durables. Celles concernant la liberté commerciale, la libre concurrence, les normes, mais aussi celles qui assurent aux entreprises qu'elles trouveront des universités de pointe, des ingénieurs de talent en nombre suffisant, une main d'œuvre bien formée. **Il s'agit de tout ce qui concourt à faire de l'Europe un environnement favorable et stimulant.** C'est cela qui fait défaut aujourd'hui. Les entreprises ont voulu montré **qu'il était illusoire de concevoir l'Europe comme une protection contre le mondialisme.** Et les citoyens espéraient pourtant cette protection et ont manifesté aussitôt leur déception et leur rejet.. Le Monde 18/12/06

****La Finlande a clos sa présidence** de l'Union européenne en approuvant au Parlement, à une très large majorité (125 contre 39) le projet de traité constitutionnel. Cette décision intervient alors que l'Allemagne, qui assurera la présidence de l'Union dès le 1^{er} janvier, entend bien relancer la réforme des institutions européennes en panne depuis le double non au texte des Français et des Néerlandais. **La Finlande devient le 16^{ème} pays à ratifier la Constitution. La Bulgarie et la Roumanie, qui entreront dans l'UE le 1^{er} janvier seront les 17^{ème} et 18^{ème} pays à ratifier cette Constitution.** La Croix 06/12/06

****A l'époque soviétique le Groupe Chargeurs a investi 8 millions d'euros dans une filature de lituanienne et y délocalisa sa production.** L'activité de tissage est introduite en 99 avec un investissement de 2 millions d'euros supplémentaires. En juillet 2006 Chargeurs se sépare de cet outil et deux associés reprennent l'entreprise. Filana est en contrat avec Chargeurs textile pour une production annuelle de 3 millions de mètres de tissus et 1250 tonnes de fil à partir de matière première venant de France. **L'entreprise manque de main d'œuvre** (ce qui est un problème récurrent en Lituanie) **et pourrait satisfaire ses contrats en travaillant en triple équipe s'il y avait le personnel nécessaire** (il y a 224 personnes sur un besoin de 250). Même si les salaires lituaniens sont encore quatre fois inférieurs à ceux des Français, leur hausse rapide ces derniers temps va devenir un problème accentué par la concurrence chinoise La Tribune 13/11/06

****Avec près de 45 000 salariés l'industrie textile et de l'habillement est le premier employeur de Lituanie et a produit l'an dernier 10% du PIB.** 90% de la production sont exportés, avec une préférence pour les marchés européens. Relativement peu d'entreprises étrangères ont délocalisé leur production vers la Lituanie ou investi des usines sur place, mais beaucoup sous traitent leur fabrication de vêtements. **L'avantage de l'industrie lituanienne est sa capacité et sa rapidité à réagir** Le facteur essentiel qui freine le développement de ce secteur est le manque de main d'œuvre qui a immigré vers le marché européen du travail (en 2005, 15 000 personnes ont quitté le pays. La Tribune 13/11/06

****Le gouvernement allemand a adopté le projet de loi relevant l'âge du départ en retraite à taux plein à 67 ans par étapes d'ici 2029.** A partir de 2012, un mois de plus de travail par an ; à partir de 2024, deux mois de plus de travail par an. Le droit à une pension de retraite complète à partir de 65 ans demeure inchangé pour les personnes ayant cotisé pendant au moins 43 ans. **Cela correspond aux préoccupations du vieillissement démographique outre Rhin où la protection sociale repose pour l'essentiel sur le travail salarié et reste tributaire du nombre de cotisants pour son financement.** La Croix 01/12/06

**** 5,4 millions de voitures seront produites sur le territoire allemand en 2006.** Ce chiffre en hausse de 200 000 unités en deux ans est une bonne nouvelle pour le « site de production Allemagne » et traduit l'amélioration des coûts de travail sur le territoire allemand. Compte tenu des gains de productivité, 15 000 des 751 000 emplois de la branche devraient cependant disparaître selon l'Association professionnelle des constructeurs. Le Monde 12/12/06

****Plus que jamais, les objectifs de Lisbonne, selon lesquels l'investissement européen en R&D devait atteindre 3% du PIB apparaissent comme inatteignables.** Ce taux appelé aussi « intensité technologique » a même régressé en France selon l'OCDE, passant de 2,28% en 2003 à 2,16% en 2004. **Dés 2003, l'Union avait tiré la sonnette d'alarme en disant qu'il fallait que l'Europe compte 700 000 chercheurs de plus en 2010** pour atteindre les objectifs de Lisbonne. Cet objectif a peu de chance d'être atteint en raison, essentiellement, du faible taux de chercheurs en entreprise dans les pays de l'Union.. **Selon l'OCDE, l'existence de personnel de recherche qualifié est le premier critère pris en compte par les entreprises pour implanter un centre de recherches dans un pays de l'OCDE.** Le Monde 06/12/06

****La Biélorussie achète à la Russie le gaz à 46,67 dollars les 1000 mètres cubes soit quatre fois moins que les prix du marché.** De plus 20% du gaz russe livré à l'Europe transite par la Biélorussie (le reste par l'Ukraine).par l'intermédiaire d'une société biélorusse. Pour ne pas augmenter trop fort le prix de cession du gaz, **Moscou exige que la société russe Gazprom prenne le contrôle de la société biélorusse. Le gaz acheté à la Russie est revendu aux consommateurs biélorusses deux fois plus cher qu'à l'achat et le bénéfice alimente un fond présidentiel biélorusse.** Gazprom menace d'augmenter son pourcentage transitant par l'Ukraine qui a obtenu pour 2006 le prix de 95 dollars les 1000 mètres cubes et pour 2007 le prix de 130 dollars.... **La Russie via son monopole gazier vise de plus en plus la propriété des réseaux de gaz des deux pays.** Le Monde 18/12/06

****La compagnie pétrolière norvégienne Statoil va reprendre les activités hydrocarbures de sa compatriote Norsk Hydro pour donner naissance à une nouvelle entité qui devrait être le leader de la production offshore.** Le nouveau groupe devrait produire 1,0 millions de barils équivalent pétrole par jour (bep/j) pour des réserves prouvées de 6,3 milliards de bep/j. La Norvège est le troisième exportateur mondial de pétrole. Le Monde 19/12/06

Dans le Reste du Monde

**** La Chine urbaine aura un déficit de 15 millions d'emplois en 2007** a indiqué le China Daily, citant une étude réalisée par l'Institut de recherches économiques. **Vingt cinq millions de personnes seront en quête d'emplois alors que l'offre ne sera que de 10 millions de postes.** Nous prévoyons que la pression restera élevée en 2007, a indiqué le vice directeur de cet institut. Le Monde 09/12/06

**** La Banque asiatique de développement a prévu une croissance de 4,4% pour l'Asie de l'Est en 2007 et de 9,5% pour la Chine.** Ces prévisions se situent nettement au dessus de l'objectif que se sont fixés les dirigeants chinois à l'issue d'une réunion de planification. Le Gouvernement aurait défini un cap de croissance de 8% en 2007 en net retrait par rapport aux années antérieures. Reste à savoir si Pékin réussira son opération de refroidissement. **En mars dernier le gouvernement avait déjà fixé un objectif de 8% pour 2006 alors que pour les 9 premiers mois, on constate 10,7%.** « Si nous fixons 10%, nous aurons 12%.. » déclare un économiste du parti communiste, en estimant que la croissance avoisinera réellement les 10% en 2007. **De fait les autorités chinoises sont tiraillées entre le souhait de maintenir une croissance vigoureuse pour lutter contre la pauvreté et la nécessité d'éviter une surchauffe qui pourrait dégénérer en crise financière.** Le Monde 09/12/06

****Si, plutôt que de voir systématiquement la Chine comme une menace, les milieux d'affaires occidentaux pensaient plutôt à instaurer des relations équilibrées ? Mieux vaut « faire avec que contre »** surtout quand les chiffres parlent d'eux-mêmes **Pékin veut avoir 50 des 500 entreprises les plus puissantes du monde d'ici à 2010** (contre 10 aujourd'hui). On ne peut pas vendre aux puissances émergentes des centrales nucléaires et refuser de leur acheter leurs chaussures. **Connaître son ennemi, c'est savoir que la Chine est une machine de guerre, la combinaison efficace d'une start - up avec tout ce que cela implique d'énergie et d'innovation et d'un redressement sous la férule d'une gestion centralisée par l'état.** A l'instar du Japon, **la Chine construit des usines pour produire à bas coûts,** empruntent des technologies via des joint ventures, puis finissent par acheter les entreprises étrangères ; **La Japon a franchi ces différentes étapes en 25 ans. La Chine veut le faire en dix ans. Il est important de garder à l'esprit que ceux qui gagneront la course sont ceux qui seront les plus patients** et dans ce domaine , pour l'instant, la Chine a l'avantage. Le Figaro éco 01/12/06

****Même si un Chinois consomme dix fois moins qu'un Américain et six fois moins qu'un Européen, Pékin est aujourd'hui confronté à une demande énergétique nationale en explosion. D'une moyenne annuelle de + 4,2% sur vingt ans, sa consommation a augmenté de 23% en 2002, 15% en 2003 et 2004 et 13% en 2005. Elle est devenue du même coup l'un des pays où le rapport consommation d'énergie/unité de PIB est le plus mauvais au monde, ce qui signifie que le gaspillage y est considérable. Le XIème plan quinquennal vise à diminuer de 20 à 30% la quantité d'énergie utilisée par unité de PIB gagnée entre 2005 et 2010. Actuellement 50 millions de tonnes/équivalent charbon sont nécessaires à la production de 1 milliard de PIB supplémentaire. Pour ce faire, le gouvernement mise sur la conservation d'énergie, l'amélioration des infrastructures existantes, l'utilisation d'énergie renouvelable et le développement des énergies nucléaire, hydraulique et éolienne. En ce qui concerne le pétrole le pays doit importer chaque année au moins 40% du pétrole consommé et ce chiffre devrait atteindre près de 70% à l'horizon 2020. La Tribune 01/12/06**

**** « Je pense que la Chine a beaucoup d'ennuis devant elle ; d'abord ce n'est pas une démocratie, ensuite les Chinois sont très nationalistes. Ils veulent que nous leur apportions des technologies mais après cela, je ne suis pas sûr qu'ils veuillent continuer à faire des affaires avec nous. J'estime qu'il n'est pas dans l'intention des Chinois de faire alliance avec des investisseurs étrangers, mais plutôt de conquérir le monde » Claude Bébéar Président du conseil de surveillance d'Axa lors d'un colloque au Japon. Le Monde 30/11/06**

****Microsoft, le géant du logiciel veut mettre les livres des plus grandes bibliothèques américaines sur Internet. Il gagnera de l'argent grâce aux recettes publicitaires. Il est décidé à détrôner Google. Le Figaro 10/12/06**

**** « Le véritable problème, c'est que nous vivons dans un monde qui, en schématisant, comporte quatre pôles : les Etats-Unis, la Chine, le Japon et l'Europe. Nous constatons que parmi ces quatre pôles, les trois premiers ont une politique économique, mais que l'Europe n'en a pas. Une politique économique, c'est-à-dire une politique macroéconomique (politique monétaire et politique budgétaire) et une politique industrielle. S'agissant de la politique macroéconomique, et plus précisément de la politique monétaire, la Chine, le Japon et même les Etats-Unis, quoi qu'ils en disent, ont une politique de change. Seule la zone euro n'a pas de politique de change et pousse la stupidité à en être fière. Il faut vraiment ne pas avoir le sens des réalités pour croire qu'un euro à 1 dollar ou à 1 dollar 32 n'a aucune incidence sur la concurrence existant entre Boeing et Airbus. A cet égard la France a eu parfaitement raison de presser nos partenaires d'adopter une position commune sur le taux de change de l'euro. Ne doutons pas que leur indifférence à son appel sera lourde de conséquences pour l'avenir de l'Europe économique comme de l'Europe politique » Vespérini économiste Le Figaro 24/12/06**

Tous mes vœux pour l'année 2007.

La vie est passionnante. Il y a tant à faire.

En cette nouvelle année, soyez des porteurs de gaieté contagieuse aux autres. Le futur appartiendra à ceux qui ne restent pas immobiles et qui osent saisir toutes les opportunités de changements face aux défis de tous genres.

Prenez cependant le temps de vous détendre et de vous reposer, de réfléchir pour être plus et mieux présent aux autres et en particulier à vos proches.

Que cette année 2007 vous amène la santé, le bonheur, la joie au travail, avec vos amis et avec les vôtres.